**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Lutte contre le trafic de stupéfiants en rue: le Conseil d'Etat lance une nouvelle opération STRADA

**Le Conseil d'Etat, sur préavis du Conseil cantonal de sécurité, a décidé d'allouer des moyens importants pour renforcer la chaîne pénale dans la lutte contre le fléau de la vente de drogue en rue. L'opération, qui sera lancée le 1er juillet 2013, vise à la poursuite continue des trafiquants. La consolidation de la présence de policiers sur le terrain sera complétée notamment par le renforcement des effectifs du Ministère public et du Service pénitentiaire.**

Le Conseil d'Etat, après avoir consulté le Conseil cantonal de sécurité, a décidé d'engager des moyens importants afin de lutter contre la vente de drogue en rue, notamment de cocaïne. Pour ce faire, les forces policières cantonales intensifieront leur présence sur tout le territoire du canton, aussi bien à Lausanne que dans les autres villes et régions touchées. Les objectifs sont clairs: endiguer le trafic par un harcèlement soutenu des revendeurs de drogue dans la rue et leur interpellation en flagrant délit de vente, en vue d'aboutir, à une condamnation pénale rapide des auteurs ou à la prise de mesures administratives en application de la loi sur les étrangers.

L'opération de grande envergure, dont le démarrage est prévu dès le 1er juillet 2013 pour une période de deux ans, est calquée sur le modèle de STRADA, lequel a largement fait ses preuves au début des années 2000. Elle passe par un renforcement de l'entier de la chaîne pénale, tant aux niveaux judiciaire, policier que pénitentiaire. Des moyens supplémentaires seront alloués à la Police cantonale. Le Ministère public se verra renforcé de 5 postes dont deux postes de procureurs spécialement dédiés. La mise en oeuvre de la décision implique également un renforcement du personnel du Tribunal des mesures de contrainte, rattaché à l'Ordre judiciaire vaudois, ainsi que du Service pénitentiaire, qui se voit attribuer une consolidation des effectifs administratifs et de l'office d'exécution des peines. Pour rappel, la construction de 80 nouvelles places de détention est prévue à la Croisée pour le mois de juillet de cette année et 80 places supplémentaires seront ouvertes en mars 2014 à la Colonie des EPO. La Ville de Lausanne participera à l'opération en mettant à disposition sa brigade de rue (CELTUS), dont il est prévu qu'elle agisse sur le territoire lausannois uniquement. Elle recevra périodiquement, en fonction des besoins spécifiques, l'appui de la Police

cantonale.

Le trafic de cocaïne a nettement augmenté ces dernières années en Suisse et le canton n'est pas épargné. Cette augmentation s'explique par la baisse de prix du produit et sa propagation dans toutes les classes sociales, sans distinction d'âge et de genre. Si la vente de stupéfiant en rue touche en premier lieu, la capitale vaudoise, le phénomène touche désormais de nombreuses villes du canton, à l'image d'Yverdon-les-bains, Bex, Payerne ou Nyon. Depuis peu, une recrudescence du trafic d'héroïne est également observée dans le canton.

L'objectif du Conseil d'Etat et du CCS est ainsi de permettre l'interpellation d'auteurs d'infractions en flagrant délit, avec à la clé des demandes de détention supplémentaires. Un premier bilan intermédiaire de cette nouvelle opération Strada sera par ailleurs effectué.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 25 mars 2013

**RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT**

DSE, Jacqueline de Quattro, conseillère d'Etat, 021 316 45 14 et DINT, Béatrice Métraux, conseillère d'Etat, 021 316 41 51